

The Forest Dialogue – Understanding Deforestation Free

Compilation des défis, solutions et plans d'action

Partie 1 - Gouvernement et secteur privé

Modérée par Patrick Mounquengui

Défis

- Intégration dans les lois nationales des exigences imposées à l'industrie
- Manque d'un dialogue inclusif (au niveau interministériel, mais aussi avec toutes les parties prenantes : société civile et communauté)
- Défi de faire aboutir le plan national d'affectation du territoire
- Un écart entre les engagements et les lois en vigueur dans les pays
- Défi de manque des lois applicable aux petits agriculteurs
- Défi d'avoir un registre des lois et codes clairs qui s'appliquent au niveau national et local
- Défi de clarification des modes de tenure des terres et reconnaissance des droits traditionnels
- Absence de cadastre agricole ou d'autorité cadastrale
- Identifier et sécuriser les terres dédiées à l'agriculture
- Beaucoup des normes ont été adaptées par les entreprises mais l'application se fait dans le pays dans tous les domaines
- La vision internationale n'est pas forcément partagée au niveau national—les attentes sont différentes
- Défi pratique de la mise en œuvre des lois contre l'exploitation illégale
- Donner une définition au concept « Zéro-définition » à l'échelle nationale
- Décisions unilatérales, absence de concertation entre le secteur privé et les gouvernements
- Les concepts ne s'appliquent qu'aux pays en voie de développement;
- La conciliation des engagements du secteur privé par rapport aux objectifs de développement des pays
- Le secteur privé est focalisé sur une chaîne d'approvisionnement tandis que le gouvernement a un spectre d'action plus large
- Comment aligner les normes internationales au contexte local ?
- Comment renforcer la gouvernance dans les pays ?
- Comment concilier les politiques des entreprises internationales avec les besoins des pays ?
- Comment intégrer les exigences du marché dans le cadre légal au niveau local ?
- Comment valoriser les processus existants ?
- importance de l'approche volontaire déclenchant le changement de politique et de changement réglementaire des leaders du secteur privé dans l'établissement des meilleures pratiques VS évolution des comportements des retardataires par le renforcement des capacités ou la réglementation

- FPIC / HCV / HCS ne sont pas dans la réglementation gouvernementale
- Défis des définitions - tant du côté de l'entreprise que du gouvernement
- Les lois n'intègrent pas le CLIP - les processus participatifs peuvent-ils être compatibles avec des approches réglementaires trop strictes et top-down ?
- Manque de données pour convaincre le gouvernement que les politiques de lutte contre la déforestation sont viables
- Inadéquation entre les engagements internationaux vagues et les priorités de la population locale
- Les concepts internationaux semblent être imposés de l'extérieur du pays
- Re-labelliser le concept de zéro déforestation, c'est-à-dire avoir un récit positif pour le développement + les droits des populations locales
- Les exigences faites aux entrepreneurs pour qu'ils reversent un profit aux communautés sont ignorées - les gens manquent donc de confiance envers le gouvernement
- La mise en œuvre est extrêmement importante en raison de la faiblesse de la gouvernance (capacité d'exécution du gouvernement)
- Les gouvernements ne font pas parti des groupes qui établissent les standards
- Manque de transparence sur les accords entre les gouvernements et le secteur privé

Solutions et plan d'action

Solutions	Actions	Acteur(s)	Quand ?	Remarque
			<i>Court Moyen ou long terme</i>	
1. Développement de la politique adaptée				
Plan de National d'Affectation de Territoire (PNAT); Cartographie Participative	Fournir les données des études d'impacts	OLAM		
	Fournir les Cartes, l'expertise et la méthodologie avérée	BRAINFOREST		
	Financer le Plan d'affectation des terres	CAFI		
Stratégie de développement sectoriel : Agriculture, Forêt, etc.); Réception et Clarification des Concepts : 0-Deforestation	Amener les concepts dans le CNC	Ministère de l'Agriculture		
	Fournir au CNC les données d'inventaire de forêt pour informer le débat	OLAM		
	Rendre disponible la publication faite sur la clarification des concepts	FAO		
	Mettre à la disposition des parties prenantes le Cadre de définition développé par le cadre de Pilotage AFI	AFI		
Participation des différents acteurs (secteur privé, société civile, etc.)	Faciliter la participation des ONGs de la société civile dans le réseau	BRAINFOREST		
	Le Ministère des Eaux et F et de l'agriculture va mettre en place un groupe de travail	Min Eau et Forêt, and Agriculture		
Protection de l'Environnement	Assurer le suivi et le monitoring	Ministère des Eaux et Forêt, Dvpt. Durable, et l'agriculture		
	Suivi, monitoring et publication du rapport	BRAINFOREST (Civil Society)		

	Suivi, monitoring et publication du rapport	Agence Nationale d'Env (Liberia)		
	Partager la méthodologie pour un développement carbone neutre	OLAM		
2. Cadre légal approprié				
Règles en matière de Transparence	Mettre à disposition du Gouvernement toutes les études et programmer d'autres si nécessaire	BRAINFOREST		
Clarification du Droit foncier coutumier				
Modalité d'accès à la terre et étendue de permis	Actualiser les textes pour l'intégration des nouveaux concepts 0-deforestation	Ministère		
Partage des bénéfices	Partager les études réalisées par nos partenaires	BRAINFOREST		
Bonnes Pratiques durable de développement : CLIP, HCV, HCS	Partager nos bonnes pratiques au cours d'un atelier	OLAM		
	Disséminer le manuel des bonnes pratiques qui est à publier en novembre	FAO		
	Partager les outils d'évaluation existant sur le cacao, café, etc.	SOLIDARIDAD		
	Créer les outils de collecte et analyse sur les bonnes pratiques	KEVA		
3. Mise en application des lois (Implémentation), Suivi et Evaluation				
Capitaliser les bonnes pratiques de manière régulière et alimenter le débat	Partager nos bonnes pratiques au cours d'un atelier	OLAM		
	Disséminer le manuel des bonnes pratiques qui est à publier en novembre	FAO		
	Partager les outils d'évaluation existant sur le cacao, café, etc.	SOLIDARIDAD		
	Créer les outils de collecte et analyse sur les bonnes pratiques	KEVA		

Rapport de suivi et évaluation	Proposer l'élaboration des indicateurs de suivi et d'évaluation	Ministère de l'Agriculture		
	Passage en revue du Manuel de suivi et évaluation des EIES	Ministère des E&F, dep. Environnement		
	Faire la revue de la loi sur la protection de l'env. et d'orientation sur le dvpt durable	Ministère des E&F, dep. Environnement		
	Revisiter le nouveau code de l'environnement	Ministère des E&F, dep. Environnement		

Partie 2 - Adaptation au contexte régional et local

Modérée par Rod Taylor

Défis

- Avoir une politique forestière actualisée
- Faible valorisation des ressources forestières et des essences disponibles
- HCS n'est pas flexible pour son application en Afrique dans les pays de haut couvert forestier
- Manque de vulgarisation pour une large diffusion des concepts difficiles à comprendre pour les populations
- Focalisation exclusive sur des définitions et non des procédures et des résultats attendus. Quels sont les outils permettant de mesurer ses résultats
- Les interprétations nationales issues du contexte socioéconomique local peuvent devenir conflictuels avec des standards globaux
- Le temps d'adoption des lois n'est pas en phase avec les changements rapides exigés par les standards
- Comment mettre en place un processus, de participation, de représentation et de consultation à différentes strates de prise de décision ?
- La forte couverture forestière en Afrique Centrale est différente des régions dans lesquelles des outils ont été développés (les ambitions du Gabon en agriculture sont en contradiction avec les outils internationaux, par exemple le HCS strict)
- utiliser des interprétations nationales pour appliquer des concepts globaux (par exemple RSPO, HCV)
- Utilisation de l'analyse géo-spatiale pour comprendre l'implication de l'application des outils internationaux
- Difficile de comprendre les variations de contexte d'un pays à l'autre
- Les défis ne peuvent pas être généralisés entre les pays et les localités
- Risque d'abaisser les normes
- Aligner les concepts internationaux avec les concepts équivalents nationaux
- La clé de l'adaptation des concepts et des outils est leur compréhension locale
- Besoin de parler aux communautés, pas seulement de compter sur les satellites
- Besoin d'un «débat honnête» avec la société civile pour élaborer des définitions crédibles
- Besoin de ressources pour l'adaptation locale des concepts / outils aux experts locaux et aux parties prenantes (et non aux consultants étrangers)
- Lorsque des outils sont proposés, s'assurer que les notions proposées soient en phase avec le contexte du Gabon

Solutions et plan d'action

Solutions	Actions	Acteur(s)	Quand ?	Remarque
Le Gabon pourrait jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de normes internationales en cours de développement ou en cours de révision (par exemple AFI, ou cadre de responsabilisation)	<p>a. créer un comité interministériel pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) examiner les lois internationales aux fins de les rendre applicable ii) créer des lois locales pour la mise en œuvre des politiques internationales iii) intégrer les processus internationaux <p>b. échanger avec la COMIFAC sur l'adaptation vers le 0-déforestation dans le contexte gabonais</p>	<p>a. Ministères des Affaires Etrangères (responsable), de la Forêt, de l'Economie et de la Planification</p> <p>b. Ministère en charge de la Forêt</p>	<p>a. 2018</p> <p>b. 2019 lors de réunion annuelle</p>	Associer les ONG et le secteur privé
Les personnes présentes au dialogue pourraient faciliter la discussion entre le gouvernement et la société civile (par exemple, la conférence SDG15.2)	<p>a. Contacter les CPF du SDG15.2 en février pour proposer la structure de la session et s'assurer que les personnes appropriées soient invitées</p> <p>b. diffuser des documents de la FAO sur l'interaction entre les gouvernements et la société civile</p> <p>c. Session REDD d'Oslo pour discuter des chaînes d'approvisionnement 0-Def en Afrique centrale</p> <p>d. Assemblée générale de la TFA au Ghana – proposer un rapport régional spécifique de l'APOI</p>	<p>a. Till (FAO)</p> <p>b. tout le monde présent au dialogue</p> <p>c. Hilde (Norvège) + Rod (WRI)</p> <p>d. Proforest (Abraham, Mike)</p>	<p>a. et b. avant fin 2017</p> <p>c. juin 2018</p> <p>d. date inconnue</p>	
Les acteurs des ONG et des entreprises internationales pourraient discuter et développer des mécanismes pour a) la mise en œuvre financière de leurs engagements sans déforestation et b) la	<p>a. faciliter la discussion entre 2 groupes autour du contexte de l'Afrique centrale pour proposer des mécanismes de financement</p>	<p>a. Mike (Proforest)</p> <p>b. Mike (Proforest et Hilde (Norvège))</p>	<p>a. Q1 2018</p> <p>b. Q4 2017</p>	

facilitation des processus de planification participative	b. s'aligner sur l'initiative du secteur privé du CAFI			
Pour l'Afrique Centrale, créer un processus de consultation régionale (long terme) pour amener tous les acteurs (entreprises, société civile, ONG et gouvernements) à comprendre le langage, les initiatives et les concepts de 0-déforestation (APOI) pour créer des protocoles spécifiques au contexte, financement, législation et actions de mise en œuvre.	a. recherche de financement b. regarder la législation autour de la conversion des forêts (qui dans la plupart des endroits est une lacune juridique, en particulier en Afrique Centrale)	a. Rainforest Alliance (Adrienne), WRI (Rod), WWF, WCS b. ClientEarth (Yulia)	a. date inconnue b. Oct 2017 (premier draft), finalisé au Q1 2018	Regarder les collaborations entre Forêt et Agriculture (Amérique du Sud)
Formaliser un processus pour valider les directives nationales du palmier à huile éditées pour le Gabon (ANPN) en reliant le gouvernement et les acteurs qui gèrent les différentes initiatives / certifications (HCS HCV RSPO etc.). Développer des mécanismes au sein des plateformes / organisations existantes pour créer les interprétations régionales / nationales de HCV, RSPO, HCS, etc. Définir des points de contact clairs qui pourraient offrir des conseils / coaching pendant le processus de création des plans d'adaptation.	a. groupe de travail au sein de AFI pour travailler sur le Gabon et voir comment cela fonctionne avec d'autres initiatives / certifications b. suivi avec le comité de pilotage du HCS c. faciliter le développement d'interprétations nationales de l'approche HVC d. partager les évaluations HCV / HCS avec le gouvernement afin qu'il puisse s'y référer	a. Rainforest Alliance (Adrienne) / ANPN (Michelle) b. Mike/Charlotte c. HCV RN (Marius / Michelle (ANPN) d. OLAM (Christopher & Quentin)	a. début dans les 6 mois b. fin jan. 2018 c. début dans les 6 mois d. déjà partagé	
Adapter des normes internationales aux réalités et aux défis locaux	a. utiliser le développement d'OLAM au Gabon - y compris le nouveau programme d'agriculture de palmiers villageois comme modèle / étude de cas pour savoir comment s'adapter au contexte local	a. OLAM (Christopher & Quentin) b. HCS (Charlotte)	a. courant 2018 b. date inconnue	Communiquer avec les communautés

	<p>b. Demander au groupe HCS d'organiser un atelier au Gabon pour les informer sur le processus HCS</p> <p>c. rendre compte aux communautés locales des informations apprises lors du dialogue</p>	<p>c. NG AGAFI (Jeanne-Marthe)</p>	<p>c. réunion annuelle 2018</p>	
<p>Impliquer les médias (locaux) dans la diffusion d'informations sur les normes internationales aux communautés locales</p>	<p>a. contacter les journalistes locaux et échanger à propos du dialogue</p>	<p>a. IDRC Africa (Regis) & Gabon ma terre mon doit (plateforme des ONGs Gabonais)</p>	<p>a. Nov – Dec 2017</p>	

Partie 3 - Implications des communautés

Modérée par Edwige Eyang Effa

Défis

- Défi d'engager les communautés seulement après l'attribution des terres et cela démarre mal le processus CLIP
- Absence d'alignement des règles nationales avec le processus CLIP
- Le langage n'est accessible qu'en termes claires aux communautés
- Longueur de la procédure CLIP : L'entreprise ne peut pas attendre si longtemps avant de démarrer son projet
- O-déforestation ne bénéficie pas toujours les populations qui demandent de l'emploi et les projets
- Défi de manque des régulations qui formalisent le partage des bénéfices
- Approche de conservation qui bénéficie la conservation et le développement
- Manque de cadre légal sur les forêts communautaires dans certains pays
- Les communautés ne pas toujours les décideurs à cause de l'influence par des élites
- Les parties prenantes ont des différentes perspectives sur ce qu'est un « bénéfice »
- Absence de connaissance sur ce qu'est une communauté et sur son fonctionnement
- L'implication des communautés locales à la prise de décision
- La conciliation du concept zero-deforestation par rapport aux pratiques culturelles
- La vitesse de prise de décision est différente en fonction des différentes parties prenantes
- Les communautés locales n'ont pas de connaissance sur le concept « zero-deforestation »
- Comment intégrer les aspects socioculturels et les pratiques paysannes empiriques de communautés dans le concept de zéro ?
- Comment rendre les petits producteurs compétitifs et en conformité avec les exigences du marché ?
- Comment considérer les modes de gouvernances culturelles dans les processus de représentativité et de prise de décisions ?
- Comment maintenir les habitudes et pratiques des communautés ou bien proposer des alternatives face au processus de conversion des terres ?
- Comment mettre à profit et valoriser le savoir-faire, les bonnes pratiques traditionnelles des communautés dans le cadre de la zéro déforestation ?
- Comment élaborer un partage des bénéfices équitables dans le secteur agricole pour avoir un contrat social ?
- Comment améliorer les inventaires multi-ressources sur la base des connaissances traditionnelles et les besoins du marché ?
- Comment améliorer le cadre légal sur la question des tenures foncières pour garantir et sécuriser les terres des communautés et améliorer le partage des bénéfices ?
- Nécessité de présenter un argument économique honnête aux communautés pour la conservation des forêts
- Les PSE aux communautés entraînent souvent des problèmes de gestion de l'argent versé
- Défi d'appliquer des idées européennes au contexte africain

- Besoin d'adapter les messages aux jeunes, aux femmes, aux hommes, etc. ils ont chacun une perspective différente
- Comment les grandes entreprises agroalimentaires peuvent-elles apporter des capacités et / ou des connaissances aux communautés dans les zones à forte densité de population ?
- Comment s'assurer que les populations locales connaissent et comprennent leurs droits ?
- Intégrer les connaissances locales et pas seulement les idées occidentales dans les approches sans déforestation
- Besoin de renforcer la confiance entre les parties prenantes (** transparence **)
- Des données probantes démontrent que les communautés avec une tenure foncière sécurisée sont les meilleurs protecteurs de la forêt
- La sécurité foncière est la principale garantie que les communautés bénéficieront et pourront participer à la prise de décisions
- Besoin de plus développer des modèles de développement rural au-delà des projets de concession (besoin d'exemples d'économies avec ZND) (définitions spécifiques et fonctionnelles - par exemple: ZND agriculture)
- Les connaissances locales peuvent être utilisées pour informer et développer des pratiques à petite échelle (plutôt que des technologies industrielles mécanisées)
- Les systèmes de culture itinérante augmentent avec la croissance de la population et de la migration, la ZND peut être un objectif pratique pour un plan géographique précis et défini (et non pour une chaîne d'approvisionnement)

Solutions et plan d'action

Solutions	Actions	Acteur(s)	Quand ?	Remarque
1. Mise en œuvre du processus CLIP				
Plan national d'affectation des terres négocié à différentes échelles	a. Synthèse participative des meilleurs pratiques en matière de cartographie participative b. Faire des projets pilotes avec quelques communautés identifiées participé les différents experts et la société civile c. Finaliser le PNAT d. Mettre en œuvre effectivement du plan au niveau national	a. Gouvernement avec Brainforest, WWF, Proforest, FPP, RFUK, HCSA b et c. Gouvernement d. Gouvernement, communautés, ONGs nationales	a, c et d. 2018 b. 2017-2018	
Inclure le CLIP dans les lois nationales Renforcement des capacités des communautés sur le processus CLIP par les ONG	a. Olam partage avec le gouvernement son expérience b. Partage de l'expérience HCSA.	a. DGEPN et Olam b. TFT demande au groupe HCSA de venir au Gabon	a et b. 2018	
Création des mécanismes de financement autonome par les initiatives, par exemple RSPO, TFA, pour accompagner les communautés				
2. Partage des bénéfices				
Développement d'activités génératrices de revenus durables				
Définir un cadre inclusif pour la redistribution des redevances	a. Développer des plantations villageoises certifiées sur l'axe Kango Makouké (108 villages) b. Mettre en place des projets de développement rural	a. Olam b. ROSCEVAC	a. 2018-2020 b. 2018	
Mise en place des PDL				
Renforcement des capacités des communautés sur la gestion et la				

recherche des fonds (Société civiles et Partenaires)				
Autonomisation des différentes couches de la population à travers le développement des activités génératrices de revenus (Entreprise privé, société civile et gouvernement)				
3. Savoir-faire / mode de vie				
Comment allier l'agriculture et la zéro déforestation				
Faire l'inventaire des bonnes pratiques culturelles et traditionnelles et les intégrer dans les politiques nationales (Société civile et le gouvernement)	a. Mettre en place un processus de consultation pour préparer un inventaire des pratiques traditionnelles	a. WWF/ Université Omar Bongo (département d'Anthropologie)	2018 et 2019	
mise en place d'un manuel de bonnes pratiques traditionnelles	b. Faire une Synthèse de la littérature sur les savoir-faire locaux	b. Université de Yale Proforest, FPP		
4. Sécurité foncière				
Reconnaissance juridique des droits à la propriété collective des communautés par le législateur	a. Analyser la situation actuelle y compris une bonne compréhension des lois coutumières de gestion et cultures locales	a. Brainforest, Client Earth, Yale	a. 2018-2019	
Mise en place d'un cadastre rural et agricole	b. Analyser les cadres législatifs par rapport aux lois foncières	b. Brainforest	b. 2018-2019	
Sensibilisation des communautés locales sur l'importance d'immatriculer sa terre	c. Mettre à disposition l'étude sur la propriété foncière	c. Client Earth	c. 2017	
5. Définition, fonctionnement et prise de décision de la communauté				
Identifier les communautés par autodétermination				
Identifier avec les communautés les mécanismes de prise de décision				

Partie 4 - Capacités

Modérée par Quentin Meunier

Défis

- La mise en œuvre par les producteurs des engagements qui ont été pris par les industriels en bout de chaîne est difficile
- Le gouvernement n'est pas au courant de tous les engagements que prennent les entreprises et manque d'une déclinaison au niveau des administrations
- TFA2020 donne-t-elle cette plateforme ? Est-ce APOI cette plateforme ? ou il y a des lacunes qu'il faut combler ?
- Méconnaissance des expériences existantes sur la planification des terres permettant de développer les meilleures pratiques
- Défi de manque de financements nécessaires pour traduire la volonté politique en politique nationale et la mise en œuvre
- Défi de vision politique sans mise en œuvre technique
- Afin de négocier un bon accord, vous avez besoin de la capacité de le faire
- Manque de compétence nationale dans la compréhension et la disponibilité de ces outils
- Méconnaissance et appropriation
- Absence de données et capacités pour générer les données, développer et mettre en œuvre des interprétations nationales
- Manque d'implication des gouvernements et les ONG nationales dans la mise en œuvre des standards/outils
- Comment renforcer les capacités de toutes les parties prenantes en termes de compréhension, d'appropriation de mise en œuvre et de suivi des concepts développés ?
- Défi de capacité technique d'appliquer le CLIP
- Défi de manque des plans communautaires de gestion (plan simplifié de gestion des terres communautaires)
- Défi de mise en œuvre de plans de gestion déjà mise en place
- Manque de moyens pour organiser des consultations

Solutions et plan d'action

Solutions	Actions	Acteur(s)	Quand	Remarque
1. Développer les capacités de concevoir et mettre en œuvre les plans de gestion locaux				
Cartographie participative des communautés locales pour identifier les terroirs des villages	Mettre à disposition toutes les cartographies réalisées	Secteur privé Gouvernement ONG	2018	Rendre obligatoire (un arrêté) Permission des communautés locales
Renseigner les modes de gestion existants et envisageables;	Créer un comité d'expert et technicien pour la mise en place des PGL	Gouvernement		Comité inclus Société Civile, Secteur privé et Gouv. Olam propose des experts + méthode
Renseigner les attentes des communautés locales et leurs perspectives du futur				
Concevoir un modèle de plan de gestion.	Concevoir un modèle de plan de gestion	Gouvernement et société civile	2018 / 2019	Validation globale + Secteur privé MINEF transfert d'expérience WWF consulte ONU- Développement
Le gouvernement crée un comité d'experts et techniciens dédié à la mise en place				

Le gouvernement met en place et finance un comité local, si possible appuyé par le secteur privé qui bénéficie de la bonne mise en œuvre du plan de gestion local.	Reconnaissance légale d'un organe de gestion	Gouvernement	2020	Consultation Société Civile et Secteur Privé
2. Impliquer les Gouvernements dans la mise en place des standards qui affectent ou s'appliquent à leur pays				
Construire une plateforme formelle ou les entreprises doivent déclarer leurs engagements en matière de RSE et de développement durable	Mise en ligne d'une plateforme de déclaration des engagements	Gouvernement et société civile	2018	Rendre obligatoire, accessible par Société Civile et Secteur privé WWF partage la donnée Supply change AFI peut appuyer
Les gouvernements doivent être proactifs et désigner les points focaux dédiés aux différents standards		Gouvernement	2018	Réunion ou restitution régulières Renforcement des capacités des points focaux WWF, Proforest et CAFI
Les groupes à l'origine des standards souvent restreints aux ONG, doivent avoir ouvert à la discussion et inclure les gouvernements dans leurs comités décisionnels	Discuter avec les groupes à l'origine des standards volontaires pour une implication des gouvernements	Société civile et points focaux	2018	<u>HCS</u> : Proforest, TFT, WWF <u>HVC</u> : HCV Network, AFI
3. Accéder à des ressources financières pour la mise en œuvre des standards				
Convaincre les bailleurs de prioriser les investissements pour promouvoir zéro-déforestation	Plaidoyer	Gouvernement Société Civile TFA	2017/2020	CAFI va regarder

				Solidaridad va partager le concept
	Mapping des ressources financières existantes pour la certification	Solidaridad WWF	2017/2018	Etudes - ID
Intégrer la mise en œuvre des standards dans les politiques				
Mettre en place les incitations fiscales pour les privés engagés à la certification et les engagements à la zero-deforestation.				
Améliorer la visibilité des coûts liés à la mise en conformité aux engagements pris par le secteur privé pour encourager son cofinancement	Estimer les couts liés à la mise en conformité (mesures incitatives)	OLAM	2018	Impliquer la RSPO

